

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Lundi 02 Mars 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SUD QUOTIDIEN. Politique de fiscalité sous le régime Diomaye : le redressement par petites touches

Le régime installé le 2 avril 2024 avec l'élection de Bassirou Diomaye Faye à la présidence de la République, a inscrit sa politique entre deux exigences. La première est comptable et macroéconomique. L'État doit stabiliser ses équilibres et financer des dépenses incompressibles dans un contexte d'endettement élevé et de besoin de liquidités. La seconde exigence est politique et sociale. Le nouveau pouvoir revendique une fiscalité plus juste, plus moderne et plus efficace, censée corriger des inégalités d'assiette, réduire les rentes et limiter l'évasion. Dans les documents budgétaires qui encadrent l'exercice 2026, l'État assume une accélération de la mobilisation des recettes. Le document officiel « Voies et moyens » annexé au projet de la loi de finances pour 2026, chiffre les recettes totales à 6 188,79 milliards de francs CFA, ce qui représente une hausse de 1 174,46 milliards par rapport à 2025. Les recettes fiscales elles, sont projetées à 5 384,80 milliards contre 4 359,62 milliards en 2025, ce qui correspond à une progression de 23,52 pour cent. La communication de la Primature traduit cette orientation en un indicateur simple et politiquement parlant, puisque la pression fiscale attendue est présentée à 23,2 pour cent en 2026 contre 19,3 pour cent en 2025.

<https://www.sudquotidien.sn/politique-de-fiscalite-sous-le-regime-diomaye-le-redressement-par-petites-touches/>

RTS . FINANCES PUBLIQUES : FORTE PROGRESSION DES RECETTES FISCALES (267,7 MILLIARDS DE FCFA) ET CONTRACTION DES DÉPENSES À FIN NOVEMBRE 2025

La Direction des prévisions et des études économiques (Dpee) a publié, le 27 février 2026, sa note de conjoncture économique. Le document fait état d'une soutenue de la mobilisation des ressources budgétaires à fin novembre 2025, conjuguée à une nette baisse des dépenses publiques. Au terme des premiers mois de 2025, les ressources globales sont provisoirement estimées à 3 961,0 milliards de FCFA, en progression de 10,1 % en glissement annuel. Elles se composent de : 3 595,5 milliards de FCFA de recettes fiscales, 284,8 milliards de FCFA de recettes non fiscales, 80,6 milliards de FCFA de dons. Les recettes fiscales ont augmenté de 267,7 milliards de FCFA (+8,0 %) par rapport à fin novembre 2024. Cette performance est portée notamment par : l'impôt sur les revenus (+62,6 milliards ; +10,8 %), la taxe sur les biens et services intérieurs (+54,8 milliards ; +13,5 %), la TVA à l'importation (+51,2 milliards ; +8,4 %), l'impôt sur les sociétés (+42,6 milliards ; +7,4 %).

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/finances-publiques-forte-progression-des-recettes-fiscales-2677-milliards-de-fcfa-et-contraction-des-depenses-a-fin-novembre-2025>



LE SOLEIL. Fiscalité : Hausse de 267 milliards de FCfa des recettes en novembre 2025

Au mois de novembre 2025, selon la note de conjoncture économique de février 2026 de la Direction des prévisions et des études économiques (Dpee), les recettes fiscales ont progressé de 267,7 milliards de FCfa. Elles sont portées par la Tva, les nouvelles taxes et l'impôt sur les sociétés. La Direction des prévisions et des études économiques (Dpee) a publié, le 27 février, sa note de conjoncture économique du mois de février 2026. Le document renseigne qu'au terme des 11 premiers mois de l'année 2025, la gestion budgétaire a été marquée par une amélioration soutenue de la mobilisation des ressources, conjuguée à une nette contraction des dépenses. Les ressources globales, provisoirement estimées à 3961,0 milliards de FCfa, ont enregistré une hausse de 10,1 % en glissement annuel, portée notamment par la progression des recettes fiscales. Concernant les ressources, elles sont composées de 3595,5 milliards de FCfa de recettes fiscales, de 284,8 milliards de recettes non fiscales et de 80,6 milliards de dons.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/fiscalite-hausse-de-267-milliards-de-fcfa-des-recettes-en-novembre-2025/>

SENEWEB. Marché des Titres : les dernières opérations du Sénégal ont généré plus d'une centaine de milliards

L'Etat du Sénégal a bouclé, vendredi, deux opérations sur le marché régional des titres publics. Dans la première opération, pour un montant de 100 milliards de FCFA qui était recherché, les soumissions ont grimpé à 161.2 milliards de FCFA. Mais, le Trésor public sénégalais n'a retenu que 108.7 milliards de FCFA. Il s'agit de 50,2 milliards de FCFA sur le Bon assimilable du Trésor (BAT) de 364 jours, 51.5 milliards de FCFA sur l'Obligation assimilable du Trésor (OAT) de 3 ans et 7 milliards sur l'OAT de 5 milliards. La seconde opération, qui a été aussi bouclée vendredi, a généré 38.9 milliards de FCFA, avec un taux d'absorption de 100%. En effet, 11.2 milliards ont été tirés sur le BAT de 364 jours et 27.6 milliards sur l'OAT de 3 ans. Les souscriptions ont été réalisées depuis deux pays : le Sénégal et le Togo.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/marche-des-titres-les-dernieres-operations-du-senegal-ont-genere-plus-dune-centaine-de-milliards_n_484994.html

AGENCE ECOFIN. Sur Umoa-titres, Dakar emprunte plus cher que Ouaga

Le Trésor sénégalais a réussi vendredi 27 février à lever plus d'argent que prévu sur le marché régional de la dette. Mais les taux auxquels Dakar emprunte continuent de grimper, et un chiffre, en particulier, interpelle : le Sénégal paie désormais ses emprunts plus cher que le Burkina Faso, un pays en difficulté sécuritaire. Le Sénégal a levé vendredi 27 février 108,79 milliards de francs CFA (195 millions \$) sur le marché régional de la dette, dépassant son objectif de 100 milliards, mais le coût de ses emprunts à court terme a continué de progresser dans un contexte de crise de la dette souveraine. Le Trésor sénégalais a enregistré un taux de couverture de 161%, selon un communiqué d'UMOA-Titres, l'agence régionale chargée des émissions obligataires des États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Mais le rendement moyen sur les bons à 364 jours a atteint 6,79 %, en hausse de 17 points de base par rapport à la séance précédente du 20 février.



<https://www.agenceecofin.com/actualites-finance/0203-136257-sur-umoa-titres-dakar-emprunte-plus-cher-que-ouaga>

Moyen-Orient : Sonko alerte sur des perturbations mondiales

Le président du parti Pastef Les Patriotes, Ousmane Sonko, a alerté dimanche sur de graves perturbations économiques mondiales et africaines liées à l'escalade militaire au Moyen-Orient, après la mort annoncée du guide suprême iranien et des pertes militaires américaines confirmées par Washington. Dans une déclaration vidéo adressée dimanche à ses partisans, Ousmane Sonko, par ailleurs Premier ministre du Sénégal, a estimé que la guerre déclenchée par les frappes américaines et israéliennes contre l'Iran pourrait dépasser le cadre régional et provoquer une onde de choc économique globale. Il a notamment insisté sur les risques liés au détroit d'Ormuz, par lequel transite entre 30 % et 40 % du pétrole mondial, évoquant une possible flambée des prix de l'énergie, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et une hausse généralisée du coût de la vie.

<https://fr.apanews.net/news/moyen-orient-sonko-alerte-sur-de-lourdes-perturbations-economiques-mondiales/>

SENEWEB. Le paradoxe du PIB : Quand les chiffres montent, mais que le quotidien stagne

La publication d'un taux de croissance élevé suscite souvent l'optimisme. Un produit intérieur brut (PIB) en hausse donne le sentiment d'une économie dynamique et d'une richesse nationale en expansion. Pourtant, cette progression agrégée peut masquer des réalités sociales contrastées. Une économie peut croître rapidement sans que la majorité de la population ne ressente une amélioration tangible de ses conditions de vie. Le PIB mesure la valeur totale des biens et services produits sur un territoire. Il ne renseigne ni sur la répartition des revenus, ni sur la qualité des emplois créés, ni sur l'accès aux services essentiels. Lorsque la croissance est portée par des secteurs capitalistiques, comme les hydrocarbures, les mines ou certaines grandes infrastructures, la valeur ajoutée augmente sans générer un volume proportionnel d'emplois. Dans plusieurs économies africaines, la croissance des dernières années a été soutenue par des investissements dans l'énergie ou les ressources extractives. Ces secteurs mobilisent d'importants capitaux, mais emploient relativement peu de travailleurs comparativement à l'agriculture ou aux services.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/le-paradoxe-du-pib-quand-les-chiffres-montent-mais-que-le-quotidien-stagne_n_485031.html

LE QUOTIDIEN. Ansd – Situation économique et sociale de l'année 2024 : Le taux de chômage national s'élève à 21, 6%

En 2024, le taux de chômage national s'est établi à 21, 6%, selon l'édition 2025 de la Situation économique et sociale de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd). L'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), à travers sa dernière publication relative à la Situation économique et sociale, fait état d'un taux de chômage national de 21, 6% en 2024. Mais, précise l'Ansd, ce pourcentage «cache de fortes disparités selon les caractéristiques sociodémographiques. En effet, il est plus élevé en zone rurale, où il s'élève à 24, 7%, qu'en zone urbaine, où il n'est que 19, 4%». Toutefois, en termes absolus, mentionne le document, «la répartition des chômeurs apparaît relativement équilibrée, avec 52,



8% résidant en zone urbaine et 47, 2% en zone rurale. Cela traduit le fait que, malgré une intensité plus forte du chômage en milieu rural, le poids démographique des zones urbaines maintient une part importante de chômeurs en ville».

<https://lequotidien.sn/ansd-situation-economique-et-sociale-de-lannee-2024-le-taux-de-chomage-national-seleve-a-21-6/>

SENEWEB. Économie : comment les banques plombent les jeunes entrepreneurs, le levier que l'État doit activer

Le secrétaire général de l'AFP, Mbaye Dione, est formel : les banques et autres structures de financement chahutent les initiatives des jeunes entrepreneurs, dont la plupart évolue dans le secteur informel. «Dans les banques commerciales, le taux d'usure est à 14%. Dans les SFD (Systèmes financiers décentralisés), c'est jusqu'à 25%, rappelle-t-il dans un entretien paru ce lundi dans Wal fadjri. Ce n'est pas possible de gagner de l'argent dans un investissement où vous payez le service de la dette à 25%. [...] Il faut des conditions souples pour que le débiteur puisse rentabiliser son crédit. Si le crédit est trop cher, le peu de recettes va être consacré à payer des échéances et des intérêts.» Déjà, constate le député, l'accès à ses crédits est un chemin de croix, notamment pour les acteurs du secteur informel. Celui-ci, poursuit Mbaye Dione, «regorge de milliers, voire de millions, de jeunes qualifiés ou porteurs de projets, mais sans accompagnement. La difficulté des jeunes pour investir, c'est l'accès au crédit. Ils ont de bons projets, l'expérience, le marché, mais n'accèdent pas aux crédits. Ce n'est pas facile d'avoir un crédit au Sénégal».

https://www.seneweb.com/fr/news/5/economie-comment-les-banques-plombent-les-jeunes-entrepreneurs-le-levier-que-letat-doit-activer_n_485124.html

SENEWEB. L'alimentation, épicerie mutique de l'inflation

Un taux d'inflation global modéré peut coexister avec un malaise économique diffus. La raison tient souvent à la dynamique des prix alimentaires. Lorsque les denrées de base augmentent, l'effet sur les ménages est immédiat et bien plus perceptible que la variation moyenne des prix calculée à l'échelle nationale. Dans les budgets des ménages modestes, l'alimentation représente une part nettement plus élevée que dans ceux des catégories aisées. Selon les données de la Banque mondiale et des enquêtes de consommation en Afrique subsaharienne, les dépenses alimentaires peuvent absorber 40 % à 60 % du revenu des ménages à faibles ressources. Une hausse du riz, de l'huile ou du pain pèse donc proportionnellement davantage que l'augmentation du prix d'un bien durable acheté occasionnellement.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/l'alimentation-epicerie-mutique-de-linflation_n_484885.html

SIKA FINANCE. Au Sénégal, 72 milliards FCFA investis pour élargir l'accès à l'eau et à l'assainissement en zone rurale

https://www.sikafinance.com/marches/au-senegal-72-milliards-fcfa-investis-pour-elergir-lacces-a-leau-et-a-l'assainissement-en-zone-rurale_60155

SENEWEB. Zéro droit de douane : faire du vaste marché chinois une grande opportunité pour le Sénégal et l'Afrique

Le 14 février 2026, le Président chinois XI Jinping a adressé un message de félicitations au 39 e sommet de l'Union africaine et annoncé que dès le 1 er mai 2026, la Chine



appliquera pleinement un traitement à zéro droit de douane à tous les pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques. Parallèlement, la Chine continuera à discuter et à signer des accords de partenariat économique pour le développement partagé, et à élargir l'accès des produits africains au marché chinois en améliorant le "canal vert", entre autres mesures. Cette initiative s'inscrit dans la continuité et le renforcement du zéro droit de douane déjà accordé à 33 pays africains, dont le Sénégal, à partir du 1^{er} décembre 2024. Elle vise à relayer davantage l'ouverture de haut niveau de la Chine aux besoins prioritaires des pays africains en matière d'augmentation des exportations, d'attraction des investissements et de création d'emplois.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/zero-droit-de-douane-faire-du-vaste-marche-chinois-une-grande-opportunit-e-pour-le-senegal-et-lafrique_n_484978.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

COURRIER INTERNATIONAL. Les "sukuks", emprunts islamiques, de plus en plus prisés sur le continent africain

Le Sénégal devrait lancer en 2026 le 4^e "sukuk" de son histoire. En janvier, le Bénin a inauguré une levée de fonds inédite de 423 millions d'euros par le biais de cet instrument obligataire islamique, qui marque une diversification des modes de financement et du profil des investisseurs. Après le Bénin et l'Algérie en janvier, le Sénégal s'apprête à émettre un sukuk. Dans son édition papier du 20 février, le quotidien gouvernemental Le Soleil consacre un dossier à cet instrument obligataire islamique, bien distinct d'une obligation classique associée à des titres de créances et à des intérêts. "Les sukuks sont, selon l'Organisation mondiale de la finance islamique, 'des titres de copropriété représentatifs d'un actif tangible, dont le rendement est lié à la performance d'un actif sous-jacent'. Le ou les actifs concernés peuvent être des services, biens ou droits ou encore l'usufruit de ces biens ou droits", explique dans une interview accordée au Soleil l'économiste Ibrahima Ndiaye.

https://www.courrierinternational.com/article/economie-les-sukuks-emprunts-islamiques-de-plus-en-plus-prises-sur-le-continent-africain_241079

AGENCE ECOFIN. Dette publique : l'Afrique confirme son désendettement progressif en 2025, malgré un record mondial (IFF)

En pourcentage du PIB, la dette publique de l'Afrique reste globalement élevée malgré une tendance baissière perceptible depuis quelques années. En revanche, l'endettement des ménages et des entreprises reste relativement modéré au regard de celui constaté dans les économies développées. Le ratio moyen dette publique/PIB en Afrique a poursuivi sa tendance baissière amorcée ces dernières années pour



s'établir à 62,8% à la fin de l'année 2025 contre 63,7% à la même date de 2024, grâce notamment à des efforts continus d'assainissement budgétaire, selon le rapport « Global Debt Monitor » publié le mercredi 25 février par l'Institut de la finance internationale (IFF), une association de grandes banques basée à Washington.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/0203-136247-dette-publique-lafrique-confirme-son-desendettement-progressif-en-2025-malgre-un-record-mondial-iff>

JEUNE AFRIQUE. L'Afrique centrale peut-elle sortir du capitalisme invisible ?

Avec moins de 3 % du chiffre d'affaires cumulé des 500 premières entreprises du continent, la zone reste marginale dans les grands classements économiques. Un paradoxe pour une région qui concentre pétrole, gaz et minerais stratégiques. Dans l'édition 2026 des 500 Champions africains – qui se base sur l'analyse des résultats de 2024 des principales sociétés du continent –, l'Afrique centrale ne représente, avec 26 entreprises recensées, que 2,6 % du chiffre d'affaires total, contre 48 % pour l'Afrique australe et 28 % pour l'Afrique du Nord. À l'échelle des pays, l'Afrique du Sud capte à elle seule plus de 40 % des revenus...

<https://www.jeunefrique.com/1766660/economie-entreprises/lafrique-centrale-peut-elle-sortir-du-capitalisme-invisible/>

AGENCE ECOFIN. Crise Iran–USA–Israël : pourquoi Ormuz et Suez exposent l'Afrique à un choc énergétique et logistique

Depuis la mort d'Ali Khamenei et l'intensification des frappes au Moyen-Orient, l'Afrique, bien que non impliquée militairement, s'expose à un choc économique majeur en raison de sa forte dépendance aux routes d'Ormuz et de Suez, artères clés du commerce mondial. L'escalade militaire entre l'Iran, Israël et les États-Unis a franchi un tournant majeur fin février 2026, à la suite de frappes israélo-américaines visant des installations stratégiques et des responsables militaires iraniens sur le territoire de la République islamique. Ces bombardements ont notamment entraîné la mort de l'ayatollah Ali Khamenei, figure centrale du régime iranien depuis 1989, événement qui a immédiatement provoqué une riposte de l'appareil militaire iranien. Téhéran a dénoncé une « agression majeure » et lancé des missiles et des drones contre des cibles israéliennes et des intérêts occidentaux dans la région, tandis que des explosions et interceptions de projectiles ont été signalées dans plusieurs capitales du Golfe, dont Abou Dhabi, Doha, Manama et Dubaï, traduisant une extension rapide du théâtre de crise à l'échelle régionale.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/0203-136252-crise-iran-usa-israel-pourquoi-ormuz-et-suez-exposent-l-afrique-a-un-choc-energetique-et-logistique>

LE MONDE. Les bombardements en Iran ravivent les craintes d'un choc pétrolier

La fermeture du détroit d'Ormuz et les frappes américano-israéliennes en Iran font ressurgir le spectre d'une flambée des prix du brut. Mais l'économie mondiale est aujourd'hui moins vulnérable que lors de la crise pétrolière de 1973. Avec la fermeture du détroit d'Ormuz et les bombardements sur l'Iran menés par Israël et les États-Unis, samedi 28 février, le spectre d'un choc pétrolier qui percuterait l'économie mondiale resurgit. Les prix ont flambé de 13 %, lundi 2 mars, à l'ouverture des marchés, plaçant le baril de Brent de la mer du Nord à 80 dollars. Selon des prévisions de l'agence



Bloomberg, publiées le 11 février, « les conséquences économiques d'un pétrole à plus de 100 dollars seront probablement moins importantes que lors des chocs précédents », y compris pour les Etats-Unis, deuxième consommateur d'énergie au monde après la Chine. « Grâce au pétrole de schiste, le pays, qui était importateur à l'époque de la guerre en Irak, est devenu exportateur », note l'agence, « ce qui protège sa croissance d'une flambée des prix du pétrole. »

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/01/les-bombardements-en-iran-ravivent-les-craintes-d-un-choc-petrolier_6668907_3234.html

RFI. À Dubaï, la peur de ressortissants africains: «On voit les missiles interceptés qui viennent d'Iran»

Au troisième jour de l'opération militaire américano-israélienne contre l'Iran, Israël continue de bombarder Téhéran et a lancé des raids qui ont fait au moins une trentaine de morts au Liban, en riposte à des attaques du mouvement pro-iranien Hezbollah contre son territoire. De fortes explosions ont été entendues ces dernières heures dans plusieurs villes de pays du Golfe. Aux Émirats arabes unis, des ressortissants africains expriment leurs inquiétudes. Une colonne de fumée noire s'élevant d'un entrepôt dans la zone industrielle de Sharjah City, aux Émirats arabes unis, après des informations faisant état de frappes iraniennes à Dubaï, aux Émirats arabes unis, le dimanche 1er mars 2026. Une colonne de fumée noire s'élevant d'un entrepôt dans la zone industrielle de Sharjah City, aux Émirats arabes unis, après des informations faisant état de frappes iraniennes à Dubaï, aux Émirats arabes unis, le dimanche 1er mars 2026.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260302-%C3%A0-duba%C3%AF-la-peur-de-ressortissants-africains-on-voit-les-missiles-intercept%C3%A9s-qui-viennent-d-iran>

RFI. Frappes sur l'Iran: le blocage du détroit d'Ormuz met l'économie mondiale sous pression

En représailles aux frappes israéliennes et américaines, Téhéran a interdit dès le samedi 28 février au soir aux navires de commerce et aux pétroliers d'emprunter le détroit d'Ormuz. C'est un passage stratégique parce qu'il voit transiter une grande partie des productions mondiales de pétrole et de gaz.

La menace iranienne était claire. En cas d'agression, Téhéran n'hésiterait pas à bloquer l'accès au détroit d'Ormuz. Quelques heures après les premières frappes israéliennes et américaines au matin du 28 février, elle était mise à exécution. Pas d'annonce officielle, mais des messages radio envoyés aux navires. Pour l'industrie du pétrole, c'est une situation sans précédent. Environ 20 % de l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz naturel liquéfié doit transiter par cet étroit passage pour sortir du Golfe persique.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-%C3%A9conomie/20260302-frappes-sur-l-iran-le-blocage-du-d%C3%A9troit-d-ormuz-met-l-%C3%A9conomie-mondiale-sous-pression>

LE MONDE. « Donald Trump met en place de nouveaux droits de douane tout aussi fragiles que ceux annulés par la Cour suprême »

L'obsession protectionniste du président américain le conduit à recourir à un dispositif législatif qui l'autorise à instaurer des barrières douanières en cas de déficit de la balance des paiements. Le problème est que celle des Etats-Unis est à l'équilibre, ce



qui rend caduque la décision, explique dans sa chronique Stéphane Lauer, éditorialiste au « Monde ». Rien ne pouvait laisser présager que Learning Resources, le nom de la société fondée en 1984 par la mère de Rick Woldenberg, passe un jour à la postérité, grâce à l'une des décisions les plus retentissantes de la Cour suprême des Etats-Unis. Son PDG, un importateur de jeux éducatifs basé dans l'Illinois, a été l'un des premiers parmi les quelque 2 000 chefs d'entreprise à porter plainte contre les droits de douane de Donald Trump. C'est ainsi que son cas est remonté jusqu'à la plus haute juridiction sous l'intitulé 24-1287 Learning Resources Inc. v. Trump, et qu'une majorité de juges a déclaré contraire à la Constitution l'un des principaux piliers de la politique économique de l'administration américaine.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/03/02/donald-trump-met-en-place-de-nouveaux-droits-de-douane-tout-aussi-fragiles-que-ceux-annules-par-la-cour-supreme_6669217_3232.html

COURRIER INTERNATIONAL. L'accord UE-Mercosur appliqué de façon provisoire : une "étape historique" en période d'incertitude

La Commission européenne a annoncé, ce vendredi 27 février, que l'accord de libre-échange avec le bloc sud-américain serait appliqué de façon provisoire, avant même que la Cour de justice de l'UE ne se prononce sur sa légalité. Pour la presse internationale, il s'agit avant tout de se serrer les coudes face aux États-Unis de Donald Trump. "[Ursula] von der Leyen donne le coup d'envoi pour l'accord avec l'Amérique du Sud", annonce Bild. Ce vendredi 27 février, la présidente de la Commission européenne a fait savoir que l'Union européenne (UE) appliquerait provisoirement l'accord passé avec les pays du Mercosur. La "plus grande zone de libre-échange du monde" verra donc le jour au printemps et elle permettra au moins aux "entreprises de l'UE, de l'Uruguay et de l'Argentine [deux pays qui ont déjà ratifié l'accord] de bénéficier de nouvelles règles douanières attractives et d'autres avantages avant l'entrée en vigueur formelle de l'accord", se réjouit le tabloïd conservateur allemand.

https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-l-etranger-l-accord-ue-mercotur-applique-de-facon-provisoire-une-etape-historique-en-periode-d-incertitude_241139

NOUVEL OBS. Industrie, IA, environnement, social. Quelle économie pour la France ? Mathilde Viennot et Antonin Bergeaud en débattent

Alors que l'Europe doit faire face aux assauts trumpiens et à la superpuissance chinoise, les deux nouveaux chroniqueurs économie du « Nouvel Obs » débattent de l'avenir et de la place de notre pays dans un monde en pleine mutation. Deux tiers des Français s'avouent peu ou pas compétents sur les questions économiques. A l'heure où les Etats-Unis de Donald Trump multiplient les coups de canif dans le commerce international avec des droits de douane erratiques, où la Chine se mue en rouleau compresseur industriel, 59 % des Français font confiance aux économistes pour les aider à comprendre un monde en pleine mutation, relève un sondage de l'Institut Bona fide pour la revue du Cercle des Economistes.

<https://www.nouvelobs.com/economie/20260302.OBS112807/quelle-economie-pour-la-france-mathilde-viennot-et-antonin-bergeaud-en-debattent.html>

BINANCE. Le plan quinquennal de la Chine pour influencer les marchés mondiaux des matières premières



Les dirigeants chinois sont prêts à dévoiler un plan quinquennal significatif cette semaine, qui devrait avoir un impact substantiel sur les marchés mondiaux des matières premières jusqu'à la fin de la décennie. Bloomberg a publié sur X, soulignant l'importance de cette initiative stratégique. Le plan devrait aborder des secteurs économiques clés et définir les priorités de la Chine, pouvant potentiellement affecter le commerce international et les dynamiques du marché. En tant que deuxième économie mondiale, les orientations politiques de la Chine sont étroitement surveillées par les investisseurs mondiaux et les participants du marché, qui sont désireux de comprendre les implications potentielles pour les matières premières telles que les métaux, l'énergie et les produits agricoles. Les résultats de ce plan pourraient influencer les chaînes d'approvisionnement et les structures de prix dans le monde entier, soulignant le rôle central de la Chine dans l'économie mondiale.

<https://www.binance.com/fr/square/post/03-01-2026-china-s-five-year-plan-to-influence-global-commodities-markets-297031143583250>

